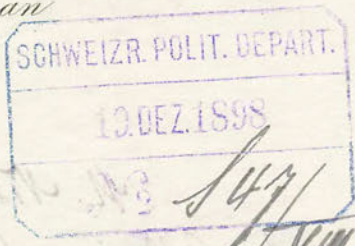


Légation de Suisse
en
France

Muse' récept. le 19 dec. 1898.
Paris, le 16 Décembre 1898.
15 bis, rue de Marignan



N^o 1/98
164

19 Dec 98
au air ambassadeur

Prière de rappeler
le numéro ci-dessus

Monsieur le Président,

Le discours de l'Ambassadeur d'Angleterre, Sir Edm. Monson, qui a fait l'objet de mon rapport du 8 de ce mois, a été suivi le lendemain d'un nouveau discours de M. Chamberlain conçu dans le même esprit. Monson avait demandé la fin de la politique des coups d'épingle, Chamberlain demandait qu'à Paris on ne s'amuse plus à marcher sur la queue du lion britannique, c'était la même idée, bien que le Ministre anglais des Colonies eût évité les expressions brutales employées par Monson de "provocations sans raison" "ministère éphémère" et autres circonlocutions anti-diplomatiques. -

Depuis huit jours l'émotion s'est calmée dans une certaine mesure. -

Au
Département politique fédéral,
Berne



M. Nisard, directeur politique au Ministère des Affaires Étrangères, attribue cette déstente à divers facteurs. D'abord, on a eu le bon goût en France de ne pas contester la puissance, ni même la très grande supériorité de la marine britannique. Il semble que chez les Anglais le spectacle de leur invincible armada ait produit un sentiment de sécurité qui tend à les rendre moins agressifs, du moment où leur force navale n'est pas contestée. Un autre facteur est le fait que nulle part, il ne s'est produit une rixe dans laquelle un Anglais ait été maltraité; chaque matin, M^r Nisard s'attendait à recevoir du Ministère de l'Intérieur des rapports sur une bagarre au cours de laquelle des Anglais auraient été malmenés ou assassinés dans un port quelconque où les matelots ivres ne manquent pas; sur aucun point du territoire il n'est survenu d'incidents de ce genre. Évidemment si il faut se battre, on fera son devoir en France, mais jusqu'ici il n'y a eu aucune démonstration du côté français, en sorte

qu'on peut espérer un apaisement tant que M^r Cambou, le nouvel Ambassadeur à Londres, saura utiliser avec habileté, la confiance en lui-même et l'autorité dont il a fait preuve dans ses entretiens à Paris, avant de se rendre à son poste. —

Je n'ai pas vu Monson dans les derniers jours, mais j'ai eu cet après-midi la visite de l'attaché commercial anglais, M^r Austin Lee, qui croit, lui aussi, à une détente, non seulement parce que le discours de Monson a fait comprendre jusque dans les couches profondes en France que l'Angleterre était très près de cesser la discussion pour passer aux actes, mais aussi parce qu'en Angleterre même il y a derrière les Ministres le pouvoir discret, mais plus grand qu'on ne le fait généralement, de la Reine; or celle-ci ne veut pas la guerre. Elle l'a manifesté en annonçant dès maintenant, comme une sorte de réponse aux discours Monson-Chamberlain, son intention de venir faire à Caunes un séjour

prolongé au printemps de 1899. -

Je crois qu'il y a un troisième facteur qui agit pour la paix, c'est la Russie; je ne puis pas le prouver, car Ourousof ne crie pas sur les toits les conseils qu'il donne à M^r: Delcassé mais c'est mon impression très nette et j'en trouve la confirmation dans le fait qu'un agent russe, jadis attaché à l'Ambassade de Russie à Vienne, d'où il s'était fait chasser pour dettes par M. de Giers et qui a réussi à se faire employer de nouveau par Mouravieff, fait à Londres des discours pour engager les Anglais à s'intéresser financièrement à la mise en valeur de la Sibérie, affirmant que son Gouvernement pourra s'entendre avec l'Angleterre au sujet de la politique asiatique, en Chine etc. - La Russie veut la paix, parce qu'elle désire faire de grands travaux en Sibérie. -

Il ne faudrait cependant pas du tout passer de la crainte d'une guerre imminente à une sécurité

complète. La cause du discours de Nonson a été qu'en dehors du fait de l'évacuation de Fachoda M^r Delcassé ne lui disait rien sur les questions qui divisent les deux pays. Il semble que l'Angleterre entend faire sortir la France de l'attitude purement passive et l'amener à déclarer, sous une forme quelconque, à déclarer qu'elle lui laisse la main libre en Egypte. Nonson s'en est ouvert à un autre Ambassadeur qui ne l'a répété et vous vous rappelez qu'il m'avait dit aussi: "Delcassé ne me parle que de la Crète ou autres questions sur lesquelles nous sommes parfaitement d'accord." - Ce qui m'inquiète, ce n'est pas l'excès de volonté du Gouvernement français, c'est plutôt son absence de volonté & d'autorité. Il ne veut certainement pas déclarer la guerre à l'Angleterre et dans le public français on en a une peur bleue; seulement, je crains qu'il n'ait pas non plus l'énergie d'aborder carrément la discussion avec l'Angleterre en envoyant promesses

énergiquement les Coloniaux qui veulent braver
 les deux pays, l'énergie de faire la part du feu
 et de défendre l'arrangement qui pourrait être
 conclu. - L'anémie gouvernementale qu'on remarque
 à l'intérieur vis à vis des généraux ou des autistes
 algériens ou de la Ligue des patriotes ou des
 journaux qui invitent l'armée à "passer le
 Rubicon" ou des assemblées dans lesquelles les
 "Dreyfusards" fraternisent dans des proportions
 dangereuses avec les éléments socialistes et
 révolutionnaires, - cette anémie me paraît constituer
 le principal danger au point de vue de la
 politique extérieure. Je crains que l'on n'ose
 pas plus vouloir la paix que vouloir la guerre.
 Or, il me paraît qu'à Londres on veut la paix,
 sinon on fera la guerre. Il n'est impossible de
 ne pas comparer la situation anglo-française
 actuelle à la situation hispano-américaine d'il
 y a un an; à Madrid aussi on ne voulait pas
 la guerre, mais on n'avait pas le courage de

faire les concessions nécessaires pour le révéler. Je
 reconnais volontiers qu'on a davantage le sentiment
 des relations internationales à Londres qu'à Washington,
 que lord Salisbury est un passionné des transactions
 et que la France a fait depuis deux mois preuve
 de raison et de prudence en rappelant le
 Major Marchand, puis en supprimant toute
 interpellation à la Chambre des Députés et en
 évitant toute attitude provocatrice; mais si les
 Anglais ne veulent pas se contenter de cette
 attitude passive, veulent un accord précis sur
 les affaires de la Haute-Egypte et sur d'autres, le
 Cabinet actuel saura-t-il traiter? Les jours sont
 comptés; aujourd'hui il a failli chavirer sur
 une interpellation adressée au ^{député} Cabinet Méline à
 propos d'emprunt sollicité par un Préfet de H.
 Méline en faveur d'un candidat agréable; lorsque
 le budget sera voté, il y a beaucoup de chances
 pour qu'un incident de l'affaire Dreyfus amène
 le naufrage. - la tentation de laisser à ses successeurs
 l'impopularité d'une transaction avec l'Angleterre

est grande et c'est ainsi que l'on peut tout
 docement, de trainasserie ~~ou~~ trainasserie, —
 d'ajournement en ajournement, finir vis à vis
 de l'Angleterre comme les Espagnols ont fini
 vis à vis des Nord-Américains. — Je m'empresse
 d'ajouter qu'il est possible aussi que l'on ait ^{à Londres}
 le sentiment d'avoir été compris en France et
 qu'on laisse aller les choses, de même que depuis
 des années l'Allemagne a fait semblant de
 ne pas entendre les discours verbaux
 prononcés de temps à autre en France et ne
 doit pas le regretter. Les Anglais auraient
 probablement raison de ne rien brusquer, mais
 j'ignore si c'est leur intention; je dis qu'ils auraient
 raison, parceque tous les hommes de quelque valeur
 en France reconnaissent que ce serait folie de
 arriver à la guerre avec l'Angleterre, en sorte que
 dans ma conviction les choses se tasseront à
 mesure que ce sentiment deviendra plus général.

Agney, Monsieur le Président, l'assurance de
 ma très haute considération.

Lardy